

CE MONDE QUI BOUGE

Tuerie de Toulouse
ou l'islamisme au
secours d'une droite
en difficulté

Par Hassane Zerrouky

Le meurtre d'enfants juifs à Toulouse a été commis par un islamiste. Un homme de 24 ans, visiblement connu des services de police et de renseignements français.



La nouvelle a fait presque jubiler Marine Le Pen qui craignait qu'il s'agisse d'un acte commis par des fascistes, des gens de son bord politique. De son côté, l'UMP de Nicolas Sarkozy paraît également soulagé que ce ne soit pas un acte de type raciste. C'est ce que la droite et l'extrême-droite française ont rivalisé dans la stigmatisation des populations de confession musulmane française et immigrée. Elles craignaient, après la tuerie de Toulouse, que leur campagne anti-viande hallal et autres thèmes anti-immigrés ne produise l'inverse du but recherché. A savoir créer un climat et un terreau propices à toutes les dérives et excès de nature raciste ou autre.

Mais visiblement, Nicolas Sarkozy savait de quoi il en retournait. L'assurance affichée, sur fond d'émotion feinte, le jour même de ce crime odieux, montrait qu'il avait sa petite idée sur l'auteur de cet acte. En effet, juste après le meurtre des trois soldats français, la DCRI (services spéciaux français interne et externe) avait localisé le meurtrier et mis sous surveillance. L'homme n'était pas un inconnu. C'est un djihadiste fiché par les services de police. Les renseignements français savaient qu'il s'était rendu à maintes reprises au Pakistan et sans doute en Afghanistan comme un vulgaire touriste européen se rendant aux îles Baléares. Les services de police avaient donc la possibilité d'intervenir avant que le tueur qui, après avoir tué à deux reprises, ne récidive une troisième fois. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Gageons que tout sera fait pour qu'une question aussi mesquine ne soit pas posée à ceux qui ont la charge d'assurer la sécurité du territoire français.

En attendant, et bien que ça a déjà commencé, toute la question est de savoir comment la droite au pouvoir compte exploiter un tel acte pour rebondir électoralement. Et dans quelle mesure ce sera payant politiquement. Car, le moins qu'on puisse dire, est que ces crimes odieux commis par un islamiste se revendiquant d'Al Qaïda tombent à point nommé pour une droite et une extrême droite en manque cruel d'arguments frappants en mesure de faire basculer un rapport de force qui, pour l'heure, leur est défavorable. Ce crime leur permettra de donner du sens à la campagne de stigmatisation des Français nés de parents non européens déjà pointés par Nicolas Sarkozy dans son discours de Grenoble quand il avait proposé de déchoir de leur nationalités les «voyous» qui se rendraient coupables de meurtre d'un policier français ! Et ce, avant que son ministre de l'Intérieur Claude Guéant ne prenne le relais sur des sujets aussi divers que la prétendue supériorité de la civilisation occidentale sur les autres, l'interdiction d'embauche des étudiants étrangers sous prétexte qu'ils prennent l'emploi normalement dévolu aux étudiants français et autres fadaïses péchées dans le discours de l'extrême droite ! En tout cas, au moment où s'écrit ces lignes et, quelle que soit l'issue de cette affaire, tout porte à penser que le cours de la campagne électorale en France va s'en trouver modifié. Il y aura un avant et un après Toulouse. Les thèmes sécuritaires et de l'immigration=criminalité vont faire un retour remarqué dans la campagne électorale. Et comme une dérive peut en appeler une autre...

H. Z.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Des experts critiquent
la stratégie nationale

Le plan national de développement de l'énergie renouvelable suscite toujours le débat. Des spécialistes relèvent plusieurs «imperfections».

Rym Nasri - Alger (Le Soir)

- Des experts estiment que le plan national de développement de l'énergie renouvelable manque de vision technique globale.

«Certes, la volonté politique existe mais il n'y a pas de vision globale en termes d'énergie en Algérie.

Une réelle réflexion sur le problème de l'énergie fait défaut d'autant plus que ces technologies sont très coûteuses», a souligné Soudani, responsable des énergies renouvelables dans une société privée, au Forum d'El Moudjahid, hier. Evoquant le choix de l'énergie et des techniques, il a préconisé d'adapter

une solution pour chaque région, voire chaque zone. «Il doit y avoir des stratégies différentes entre les différentes régions de l'Algérie selon leurs spécificités climatiques. Ces solutions existent déjà.

Elles ne sont pas des innovations et sont maîtrisées par des entreprises algériennes», précise-t-il. Il a souligné également l'isolation des habitations afin d'«économiser» de l'énergie. «La plus grande perte en énergie est due à l'absence d'isolation».

S'agissant des panneaux photovoltaïques, il a assuré que les besoins de l'Algérie ne sont pas importants. Pour lui, la mise en place d'une usine pour ces

équipements n'est pas «nécessaire», à moins, poursuit-il, «d'assurer la production destinée à l'exportation notamment vers les pays européens qui, eux, en auront besoin dans la production de la chaleur».

Des spécialistes ont évoqué, d'autre part, le problème de transport de l'énergie produite et sa difficulté. De son côté, Yahia Zane, président de l'Union nationale des agronomes, a qualifié le plan national de développement de l'énergie renouvelable d'«énorme défi». «L'Etat a mis en place un programme malgré toutes les divergences car il est indispensable d'aller vers cette énergie», dit-il.

Toutefois, il a plaidé pour le lancement d'un débat «franc» entre les pouvoirs publics et tous les opérateurs publics et privés

sur la question. Quant au partenariat étranger, il dira qu'il est «indispensable» afin d'assurer le transfert des technologies. La priorité, selon lui, est d'accorder de l'intérêt pour le développement d'une industrie locale. «Cette industrie nous permettra de nous libérer de la dépendance.»

Par ailleurs, le 1^{er} Salon international des énergies renouvelables «EnergiAlgérie» se tiendra du 1^{er} au 3 juin prochain à Alger.

C'est un salon nationaliste. Il offre l'opportunité de contribuer à la promotion des nouvelles ressources d'énergie pour l'Algérie.

L'initiative vise également à encourager et privilégier les opérateurs et professionnels nationaux», a expliqué Yahia Zane, le directeur du salon.

R. N.

FINANCEMENT DES START-UP EN ALGÉRIE

Lancement d'un fonds privé

La création d'un fonds d'investissement privé pour le financement des projets de start-up (entreprise émergente et innovante) en Algérie est lancée.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'initiative d'entrepreneurs, chercheurs et universitaires algériens établis en Algérie et à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, le fonds Casbah Business Angel devrait voir le jour.

Doté d'un budget minimal de 100 millions de dinars, ce fonds devrait permettre aux jeunes universitaires notamment d'investir dans la création d'entreprises spécialisées dans les technologies de l'information et de la communication, les énergies alternatives et

autres domaines. A charge, cependant, et comme le dira le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smail Chikhoun, cité par l'agence nationale de presse, en marge du premier forum sur le partenariat avec la diaspora algérienne qui s'est tenu mardi et mercredi à l'hôtel Hilton, de rationaliser l'allocation des financements en ciblant les start-up disposant d'un potentiel avéré de développement.

En ce sens, les chercheurs et managers algériens établis aux Etats-Unis sont déterminés à accompagner de manière effective et sur la base du coaching et transfert de savoir-faire les jeunes promoteurs en Algérie, un segment socio-économique qui manque encore de soutiens conséquents tant publics que privés.

Ainsi, ce fonds devrait suppléer aux divers dispositifs de financement de la micro-entreprise, et dans le contexte où la recherche-développement, le partenariat entreprises-diplômés ainsi que l'initiative d'entreprendre ne sont pas suffisamment développés localement. Comme il contribuera à l'amélioration de l'environnement des affaires, contraint par l'instabilité juridique et des mécanismes de promotion de la PME encore inefficients.

Une problématique qui devrait être traitée lors des états généraux de la PME, prévus courant 2012 sous la férule du ministère de l'Industrie. Ce projet d'accompagnement s'inscrit également dans le cadre de la feuille de route et des recommandations adoptées hier après-midi.

C. B.

ILS DÉNONCENT LE RECOURS ABUSIF DE LA TUTELLE À LA JUSTICE

Les praticiens spécialistes déterminés à aller
jusqu'au bout de leur débrayage

A leur deuxième jour de grève, les praticiens spécialistes semblent plus déterminés que jamais à aller jusqu'au bout de leurs revendications. Néanmoins, ils dénoncent le recours abusif du département de Djamel Ould-Abbès à la justice.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)

- A son deuxième jour, la grève des praticiens spécialistes est passée d'un taux de suivi de 76% à celui de 80%, selon le président du SNPSSP, le D^r Mohamed Yousfi. Un signe favorable, à ses yeux, et qui dénote, souligne-t-il, on ne peut plus clair, «la grande mobilisation des praticiens spécialistes et leur détermination à défendre jusqu'au bout leurs droits les plus élémentaires et légitimes».

Ainsi, au centre du pays, le président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique a annoncé un taux de suivi de 75% à Alger et à Boumerdès, 80% à Tizi Ouzou et Aïn Defla, 75% à Blida et 100% à Bouira. A l'ouest du pays, la grève a été suivie à 80% à Tlemcen, à 60% à Oran, à 100% à Tiaret et à 80% à Mostaganem. A l'est du pays, le taux de suivi a été de l'ordre de 75% à Constantine, 80% à Mila, de 85% à Tébessa, à 80% à Annaba,

80% à Mila et à 85% à Oum El Bouaghi.

Dans le sud du pays, les wilayas de Ghardaïa, de Ouargla et El Oued ont chacune enregistré un taux de suivi de 70%. Par ailleurs, le D^r Mohamed Yousfi, joint hier par téléphone, a fortement dénoncé «le recours abusif du ministère de la Santé à la justice pour faire avorter un mouvement de débrayage légal et légitime».

Selon lui, le département de Djamel Ould-Abbès a pris lui-même l'initiative de distribuer des décisions de justice, déclarant la grève illégale et appelant les praticiens spécialistes à reprendre illico du service. «C'est plutôt la procédure du ministère de la Santé qui est illégale et non pas une grève observée par une élite réclamant un minimum de dignité. Car il faut savoir que c'est le tribunal qui doit notifier au syndicat une telle décision par voie recommandée. Or, jusque-là, la direction du syndicat n'a rien reçu sauf

constater que les agents du ministère de la Santé ont procédé à l'affichage desdites décisions au niveau des établissements hospitaliers. Ce qui est contraire à la loi en vigueur», a-t-il expliqué.

Mais ce qui semble le plus chagriner le D^r Yousfi, c'est, dit-il, le double langage tenu par le gouvernement. Il s'explique : «D'une part, le président de la République, le Premier ministre

et son gouvernement appellent à la valorisation de l'élite et certains vont jusqu'à aller draguer les médecins spécialistes installés sous d'autres cieux pour revenir travailler dans le pays et d'autre part, ils font tout pour faire fuir le peu de praticiens spécialistes qui ont choisi de rester en Algérie...». En somme «Nous n'avons vraiment rien compris ! », a-t-il conclu.

M. M.

UNE SECOUSSE DE 4.2 A ÉTÉ RESSENTIE HIER

Oran a tremblé

Hier, mercredi matin, les Oranais ont eu une grosse frayeur à la suite d'un tremblement de terre d'une magnitude de 4,2 sur l'échelle de Richter, ressenti à 7h41 du matin. Selon le Centre national de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (Craag), l'épicentre a été localisé à 13 km au nord d'Oran (en mer).

La secousse a été d'une force impressionnante et surtout effrayante, poussant bon nombre de citoyens à quitter dans la précipitation leurs domiciles notamment ceux habitant des bâtisses fragiles. Du côté de la Protection civile, l'on signale l'effondrement d'une partie d'un mur et la chute d'un bloc de pierre d'un balcon sur un véhicule en stationnement à Haï Sidi El Bachir (ex-Plateaux). Toutefois, et fort heureusement, aucune victime n'est à déplorer.

Cela n'empêche pas la Protection civile ainsi que les citoyens à rester vigilants surtout s'agissant d'immeubles anciens, ou encore de balcons en piteux état.

Amel Bentolba